

## Le Lac-Mégantic et l'anticapitalisme Solidaire québécois Prisonnier de ses alliances, il n'ose pas réclamer de nationaliser les monopoles du rail et des pipelines

Dans son analyse de la catastrophe de Lac-Mégantic ([Une tragédie sociale et écologiste](#), site web du Réseau, 12/07/13), le seul texte qu'il a produit depuis sa naissance il y a cinq mois, le Réseau écosocialiste du Québec trouve le moyen de ne pas avancer une seule revendication et de ne pas proposer une seule action. Pour peut-être corriger le tir, le dirigeant de Gauche socialiste, organisation à l'initiative du Réseau, fait un appel général à la mobilisation (Bernard Rioux, [Se donner un programme d'urgence pour un Québec écologique et solidaire](#), Presse-toi-à-gauche, 30/07/13), sans spécifier ni plan ni stratégie, sur la base d'une interminable liste d'épicerie qui rate tant l'accessoire que l'essentiel tout en proposant du farfelu.

Pour couronner le tout, pendant que le Réseau n'a que faire de la question nationale, complètement oubliée, dans sa facile dénonciation du néolibéralisme extractiviste aboutissant à un vague humanisme métaphysique, le dirigeant de Gauche socialiste s'immerge à ce point dans la « souveraineté populaire » qu'il ne propose que d'attaquer le gouvernement fédéral et les « *monopoles privés* » oubliant le PQ même s'il critique son parti-pris pétrolier. Mal à l'aise du malaise de son dirigeant, un militant de l'opaque nébuleuse Gauche socialiste / Presse-toi-à-gauche / Réseau socialiste ouvre un peu plus la porte sur sa gauche en osant aborder la question de la nationalisation, mais seulement des aventuriers en faillite, quoique on sente des oscillations vers la nationalisation des monopoles (Yves Bergeron, [Nationaliser MMA, la seule solution](#), 6/08/13). Et si cette nationalisation des CP, CN, Trans-Canada et Enbridge était la clef de voûte d'une réponse de gauche ?

### Le Réseau écosocialiste : de l'antilibéralisme à la métaphysique

Levant le nez sur les « *causes matérielles et immédiates de l'accident* », le Réseau écosocialiste veut approfondir les « *causes efficientes et médiatees* ». En deux temps trois mouvements, le capitalisme extractiviste canadien est mis en cause auquel sont associés les trois grands partis néolibéraux du Québec qui n'en ont que pour l'exploitation des ressources naturelles pour tenter de se sortir du cercle vicieux de l'austérité. Les portes ouvertes ont bien été défoncées. Alors, on fait quoi ? On traverse la « *rivière glacée* » sur les pierres de « *l'intégrité physique des communautés humaines et non humaines* » vers le rivage des « *alternatives les moins dommageables pour la population actuelle, les générations futures et les écosystèmes.* » Un sanglot long des violons de l'automne avec ça ? On pleure de joie de constater que le Réseau redécouvre la roue :

« *La catastrophe de Lac-Mégantic soulève une alternative civilisationnelle : la transition énergétique. Celle-ci désigne le passage d'un système énergétique basé sur les ressources non renouvelables (pétrole, gaz, nucléaire) vers un mode de développement faisant usage des énergies renouvelables : solaire, éolien, géothermie, biomasse, etc.* »

Une transition vers quel but ? On ne le dit pas. Québec solidaire qui reprend les objectifs supérieurs du rapport de 2007 de l'organisme spécialisé de l'ONU, le GIEC, est plus précis : « *la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 40 % par rapport à 1990 d'ici 2020, et de 95 % d'ici 2050 [et] une stratégie pour abandonner l'utilisation des diverses formes d'énergie fossile d'ici 2030* » Et il faudra s'y agripper à deux mains si jamais le nouveau rapport du

GIEC attendu en septembre met de l'eau dans son vin comme on peut s'y attendre (The Economist, [Sensitive information](#), 20/07/13).

Depuis l'échec retentissant de la conférence de Copenhague en décembre 2009, l'engouement et la mobilisation écologiques sont tombés à plat et les grands États ont appris à détester cet échéancier maudit qui chaque jour juge leur ineptie. Pourtant, si cette échéancier pouvait peut-être apparaître osé il y a six ans, sa borne supérieure ne peut aujourd'hui qu'être une obligation minimum quand on sait que le réchauffement climatique produit déjà maints phénomènes percutants (fonte des calottes glacières, du pergélisol et de la banquise, désertification, phénomènes extrêmes) dont certains n'avaient pas été pleinement pris en compte par le très prudent rapport onusien de 2007.

On arrivera comment vers ce but que le Réseau socialiste ne spécifie pas ? Il faudra « *d'importantes transformations comportementales, sociotechniques, économiques et politiques.* » Le PQ, même les Libéraux, pourrait être d'accord avec tant de précision. Mais il faut être scientifique, n'est-ce pas : « *La mise en pratique du projet de transition énergétique doit donc être précédée d'une analyse de la situation et des rapports de forces, qui prend sérieusement en compte les contraintes sociales, culturelles, institutionnelles, économiques et politiques qui entravent un tel développement.* » Est-ce que cette étude sera aussi longue à accoucher que le sera le rapport fédéral sur la catastrophe de Lac-Mégantic ? Non seulement l'organisation dite à la fine pointe de l'anticapitalisme « *demeure[-t-elle] muette quant à la nature des réformes institutionnelles nécessaires et du projet politique attaché à une telle transformation* » mais elle ne s'élève même pas au niveau concret des quelques moyens de la plate-forme et du plan vert de Québec solidaire... quoique les idéologues écosocialistes du terroir diront plutôt qu'elle ne s'abaisse pas.

Et dire que cette analyse et sa traduction anglaise sont diffusées sur les réseaux anticapitalistes de la planète. Comme quoi la marque de commerce « écosocialisme » lave plus blanc... si on n'y regarde pas de trop près. Comme quoi un bon exercice de relations publiques à la va-vite est en mesure de jeter de la poudre aux yeux, même au sein du camp anticapitaliste.

### **Ou serait-ce l'alliance nationaliste contre le fédéral et les monopoles ?**

On se dit que mis mal à l'aise par un tel écran de fumée, le responsable de Gauche socialiste a voulu faire dans le très politique et dans le très concret. Il frappe à bras raccourcis le gouvernement fédéral protecteur des entreprises pour en appeler à une mobilisation nationaliste :

*« Quand on se rend compte de l'irresponsabilité politique du gouvernement fédéral face à notre environnement et à notre sécurité, il est clair et urgent que le peuple québécois prenne en mains le contrôle de son destin. Et que seule la souveraineté populaire, pourra créer les conditions pour ne pas laisser l'avenir du Québec aux mains d'élites irresponsables... [...] C'est la privatisation et la déréglementation du gouvernement fédéral qui ont permis que des entreprises utilisent des voies ferrées mal entretenues, des locomotives qui prennent feu et des wagons-citernes de piètre qualité pour transporter du pétrole et d'autres matières dangereuses. [...] « ...le mouvement social et citoyen doit s'opposer au pouvoir des monopoles privés sur la production, le transport et la distribution des richesses naturelles : énergétiques, minières, forestières et agricoles... et au pouvoir du gouvernement fédéral sur un ensemble de champs de compétences, pouvoir qui constitue une négation de la souveraineté populaire du Québec. La contestation active de ce pouvoir fédéral est possible et fait partie des tâches urgentes de ce combat social, écologiste et politique. »*

Certes, la condescendance pétrolière du PQ en pend pour son rhume, critique complétée ultérieurement d'un rappel historique (Bernard Rioux, [Le gouvernement péquiste \(1994-2003\) et la politique énergétique](#), Presse-toi-à-gauche, 6/08/13), mais c'est pour mieux l'encourager à rallier la mobilisation anti-fédéral et anti-monopole. Pour faciliter la tâche au PQ, l'auteur évite de parler de nationalisation de quoi que ce soit, sans ou avec compensation. Il évite même toute revendication spécifique concernant la sécurité des chemins de fer, se contentant d'en appeler à un débat. Ça aurait été la moindre des choses d'appeler à signer la pétition en ligne (Greenpeace-Canada, [Plus de 50 groupes au Québec et au Canada réclament le resserrement des règles de sécurité du transport de pétrole](#), 22/07/13) soutenue par une cinquantaine d'organisations québécoises, canadiennes et étasuniennes à propos de la sécurité du transport du pétrole, si limitée soit-elle tant du point de vue contenu que plan d'action.

Par contre, l'auteur propose trois mesures spécifiques, toutes susceptibles de plaire au PQ, tout en noyant le poisson dans un prétendu « *programme d'urgence* » de centre-gauche qui fait diversion pour qu'on ne voie pas la main tendue au parti gouvernemental. Il propose la « *dénonciation et [la] poursuite [d]es entreprises qui se comportent comme des bandits corporatifs* ». C'est là aller dans le sens du courant. Vraisemblablement, la Sûreté du Québec poursuivra au criminel l'entreprise fautive, déjà sous enquête, tandis que le gouvernement québécois lui-même poursuivra au civil, ou soutiendra la municipalité de Lac-Mégantic, pour se faire rembourser ses frais. Ici, lutte pour la justice et nationalisme de l'opprimé ont rendez-vous. Il s'agit de pousser le PQ à surmonter ses hésitations, surtout s'il faut s'en prendre à la maison-mère étasunienne, la petite transnationale Rail World, maintenant que sa filiale fait face à la faillite. Quoique le PQ n'a pas pour l'instant d'objection à s'enliser dans le judiciaire, ce qui lui permet de gagner du temps.

La demande d'« *interdiction du passage des trains transportant des matières dangereuses dans les zones habitées* », qui pourrait être repris démagogiquement par un gouvernement nationaliste, sans doute sous forme atténuée, n'est ni réalisable ni souhaitable. Le système ferroviaire canadien passe par dessein dans les zones habitées parce qu'il était, est toujours, destiné au transport des marchandises et des passagers, ce que souhaite ardemment tout écologiste sérieux. Quant au transport de matières dangereuses, pétrole compris, il ne s'agit pas d'exporter le problème dans les campagnes avoisinantes, aussi habitées, en construisant d'innombrables voies de contournement mangeuses de bonnes terres agricoles, mais de minimiser à terme leur volume tout en réglementant sévèrement et immédiatement leur transport (wagons adéquats, vitesse réduite, personnel suffisant et formé...) sous contrôle citoyen et surtout sous la responsabilité d'entreprises nationalisées contrôlées démocratiquement.

## **La (re)-nationalisation du rail et des pipelines**

Si le système financier constitue le cerveau du capitalisme néolibéral, le réseau des transports en est le système sanguin. Sa fonction politique a été comprise tant par le patronat, par exemple au Chili où il a organisé une grève du transport routier contre le gouvernement Allende, que par le prolétariat, par exemple lors des blocages de routes lors du soulèvement argentin du début du XXI<sup>ie</sup> siècle, et par les peuples opprimés, par exemple les blocages de routes et de chemins de fer par les peuples autochtones du Canada lors des protestations du mouvement Idle no more et même l'occupation d'une station de pompage de l'oléoduc d'Enbridge devant servir au transport de pétrole bitumineux.

Dans mon analyse de la catastrophe de Lac-Mégantic, j'ai déjà argumenté pour une nationalisation sans compensation de l'ensemble des entreprises de chemin de fer et des pipelines :

*« De toute urgence, il faut enlever cette responsabilité aux monopoles du rail (CN et CP) et des pipelines (Enbridge et Trans-Canada) tout comme, pour le rail, aux compagnies de « broche à foin » qu'ils ont créées et mises au monde avec la généreuse connivence des gouvernements pour leur plus grande rentabilité et l'enrichissement de quelques aventuriers. Il n'y a pas de pitié à avoir pour ces profiteurs du rail qui non seulement vivent de placements, prêts et subventions étatiques mais qui doivent historiquement leur existence à l'intervention de l'État, particulièrement au don gigantesque de terres le long des chemins de fer, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, revendues à bon prix à la vague immigrante s'installant dans l'ouest. Quant aux lucratifs monopoles des pipelines, ils participent au partage de la rente des ressources naturelles qui, à titre de patrimoine, revient au peuple. Sans compter qu'à la fin des années 1950, le gouvernement canadien a pris en charge le tronçon soi-disant non rentable du gazoduc transcanadien (Wikipédia, [TransCanada pipeline](#)) au prix de la défaite électorale du gouvernement Libéral de l'époque. »* ([Catastrophe ferroviaire de Lac-Mégantic au Québec](#), ESSF, 13/07/13)

Le réputé critique de gauche Léo-Paul Lauzon en rajoute signalant que la nationalisation du CN ne serait qu'un juste retour des choses :

*« Lorsque le gouvernement fédéral a privatisé, sans débat public, le Canadien National en 1995 pour des pinottes, il aurait dû avoir l'élémentaire décence de conserver les 30 000 kilomètres de rails appartenant alors au CN, ce qui en faisait le plus important propriétaire de voies ferrées au pays et qui valait des dizaines de milliards de dollars. Mais non, il les a cédés avec, en prime, les immeubles, les cours de triage, les wagons, les terrains, etc. pour moins de deux milliards de dollars. Dilapidation de biens collectifs est le nom. Aujourd'hui, le CN appartient environ à 70% à des Américains et le plus important actionnaire individuel est le milliardaire Bill Gates (Microsoft) qui détient plus de 10% des actions. [...]*

**« Privatisation des profits et socialisation des coûts [...]**

*« Le CN et le CP forment un véritable duopole qui impose ses conditions, ses tarifs, ses horaires, ses trajets, aux clients, aux municipalités, aux individus et aux gouvernements. C'est pas moi qui le dis, mais les compagnies utilisatrices du train. Le premier geste posé par le CN privatisé fut d'abandonner les trains en régions et qui, pour les maintenir, exige d'être lourdement subventionnée. Le privé ne prend que ce qui est payant et laisse aux frais de l'État et des contribuables le reste. Et même s'il retient que le profitable, le CN reçoit quand même des millions chaque année en subventions alors qu'aucune aide gouvernementale ne lui était versée lorsqu'elle était publique. Idem pour Air Canada et Hydro-Québec alors que même MMA (Mégantic) a reçu des millions des gouvernements pour moderniser ses voies ferrées, ce qui n'a pas été fait. »*

(Léo-Paul Lauzon, [Faut nationaliser les voies ferrées](#), Blogue du Journal de Montréal, 22/07/13)

## **Des revendications digestibles tant par le PQ que par Québec solidaire**

Pour dérouler le tapis rouge au PQ, non seulement le dirigeant de Gauche socialiste évite-il la précision et la nationalisation tout en sombrant dans le populisme mais il réclame de « *décentraliser vers le Québec et les institutions électives du Québec le contrôle actuellement aux mains des agences fédérales dans l'exploitation et les transports (ferroviaires, terrestres, aériens ou maritimes) dans une démarche de démocratie citoyenne véritable* ». La formule politicienne « *démarche de démocratie citoyenne véritable* » permet de manger à tout les râteliers tout en étant acceptable au PQ. Quant à la décentralisation de pouvoirs fédéraux au Québec, voilà qui est parfaitement compatible avec la « *gouvernance souverainiste* ». Ainsi est suggérée une alliance nationaliste avec

le PQ en vue des prochaines élections, attendues au printemps, sur la base d'une réglementation à géométrie variable, de décentralisation de pouvoirs, de dénonciation anti-fédérale, de transport électrique, d'énergie renouvelable.

Le PQ en serait le visage centre-droit et Québec solidaire celui centre-gauche. On peut compter sur la bonne volonté de la direction de Québec solidaire qui ne se sent pas contrainte outre mesure par les résolutions de congrès interdisant les alliances et par la plate-forme interdisant l'exploitation des énergies fossiles au Québec. Après être demeurée silencieuse sur la question controversée de l'utilisation de pipelines pour transporter du pétrole bitumineux, la direction Solidaire vient de bouger sur la question de l'oléoduc de Trans-Canada. Elle se prononce contre son prolongement mais avant tout pour des raisons d'absence de retombées économiques pour le Québec (David Rémillard, [Projet d'oléoduc: Québec solidaire en désaccord](#), Le Soleil, 5/08/13) alors que l'opposition du parti repose uniquement sur la lutte contre les gaz à effet de serre et sur le contrôle public des ressources naturelles. Or l'inversion de l'oléoduc d'Enbridge bénéficierait à la raffinerie Suncor de Montréal en lui procurant du pétrole brut (temporairement) à meilleur marché. Est-ce la raison du silence de la direction Solidaire ?

### **Lac-Mégantic ouvre la porte d'une indépendance internationaliste**

Si la catastrophe de Lac-Mégantic a modifié quelque peu la donne stratégique du point de vue du peuple québécois, c'est bien en faisant de nouveau la preuve de la nécessité d'une indépendance internationaliste. S'il faut faire l'indépendance pour avoir le pouvoir d'exproprier les banques et consorts (et de sauver la langue) afin de réaliser le plein emploi écologique, il le faut aussi pour que le peuple québécois puisse prendre le contrôle de son système de transport par rail et par pipeline sous juridiction fédérale. Paradoxe apparent, cette catastrophe a aussi démontré, dans la foulée du débat sur les pipelines, que la problématique québécoise du transport à longue distance est la même qu'aux ÉU et qu'au Canada, souvent sous le contrôle des mêmes monopoles, et que toute lutte pour des réformes commande une étroite coordination nord-américaine. Tant mieux si la pétition en cours n'en est que le début et non pas un coup d'épée dans l'eau sous l'effet momentané de l'émotion.

La réponse stratégique des anticapitalistes doit marcher sur deux jambes. Le premier volet en est le renforcement de la lutte pour l'indépendance qui passe par la « grève sociale ». Le deuxième, la construction d'une campagne pan-canadienne et nord-américaine pour la nationalisation/socialisation des monopoles du rail et des pipelines afin d'étouffer l'exploitation des énergies fossiles bitumineuses, schisteuses et charbonnières en faveur d'un plan de sobriété et d'efficacité énergétiques complété par le développement des énergies douces. (En ce qui concerne le Québec, on trouvera une suggestion de plan précis dans mon essai « [Quel plan vert de Québec solidaire ?](#) » sur mon site.)

Dans un tel contexte, la lutte pour l'indépendance deviendrait le fer de lance de la lutte internationaliste contre le système fossile nord-américain en autant qu'elle est comprise comme offrant le meilleur rapport de forces afin de tailler une brèche dans le mur capitaliste particulièrement épais de la zone ALÉNA. Vice-versa, la lutte canadienne et nord-américaine contre les pires énergies fossiles deviendrait une réserve stratégique pour encourager la mobilisation du peuple québécois pour son indépendance. Ainsi se concrétiserait le fait que la lutte pour l'indépendance du Québec est depuis une cinquantaine d'années le maillon faible de la très forte domination capitaliste sur l'Amérique du Nord impérialiste. Quant aux peuples amérindiens, ils sont déjà les moteurs de la lutte anti-pipeline tant

au Canada qu'aux ÉU. Cette alliance écologiste des peuples opprimés pourrait démarrer le lourd moteur bureaucraté du prolétariat organisé.

### **Se sortir du Triangle des Bermudes**

L'anticapitalisme Solidaire, surtout concentré dans le Triangle des Bermudes Réseau écosocialiste / Presse-toi-à-gauche / Gauche socialiste, se trouve coincé entre le marteau et l'enclume par la catastrophe de Lac-Mégantic. La nationalisation des monopoles du rail et des pipelines est tout simplement impossible à avaler par la direction Solidaire (et par les directions syndicales) elle qui déjà met sous le boisseau les points de la plate-forme mettant de l'avant la nationalisation, ou la participation majoritaire de l'État, de tout entreprise exploitant les ressources naturelles et énergétiques.

Faire la promotion claire et nette de la nationalisation / socialisation créerait une dynamique de confrontation avec cette direction Solidaire remettant en question la tactique d'accommodement avec elle. Il lui faudrait passer d'une tactique style « front populaire » à une tactique style « front uni » alliant dialectiquement unité et confrontation telle que pratiquée, par exemple, par la gauche anticapitaliste au sein du parti antilibéral Syriza en Grèce (voir mon article « [Québec solidaire et Syriza](#) » sur mon site).

Pour se tirer de cette impasse, le Triangle des Bermudes multiplie les râteliers. Pour les amateurs d'idéologie radicale sans inférence politique, on offre une position officielle de lendemains qui chantent, un plan de transition qui se fait attendre comme Godot. Pour les férus de politique « réaliste », un dirigeant rompu à la diplomatie des compromis concocte une position évitant les sujets qui choquent tout en ayant un air antilibéral. Pour les anticapitalistes un peu plus sérieux, un militant de la base, loin des subtilités politiciennes, entrebâille la porte d'une revendication « transitoire », c'est-à-dire d'une revendication qui débouche sur un horizon... écosocialiste et non pas sur une illusoire réforme du capitalisme.

Certes, le coup fourré de la fondation du Réseau écosocialiste permet de gagner du temps tellement cette thématique venue d'ailleurs est devenu à la mode au sein de la mouvance antilibérale. Elle le permet d'autant plus que le débat politique au sein de cette mouvance est à peu près au degré zéro, conséquence d'une gauche de la gauche réduite dans une nation isolée et opprimée de l'Amérique du Nord, ce qui favorise la culture du consensus découlant d'un fort sentiment de forteresse assiégée. Qu'on songe, par exemple, qu'au sein du mouvement syndical québécois il n'y a pas d'opposition organisée de type « Labor Notes » comme aux ÉU ou même de caucus de gauche lors des congrès comme au Canada. Il n'y a que de la résistance individuelle et spontanée à court terme. On retrouve la même « tradition » à Québec solidaire.

Jusqu'où déboulera la dynamique perverse de ce cercle vicieux ? La réponse réside dans le vent de la nouvelle jeunesse antilibérale et anticapitaliste labourée par le printemps érable, mais dispersée et confuse, confondant souvent activisme et action politique, radicalisme verbal et stratégie et tactique. Va-t-elle continuer à suivre de vieux gourous, expérimentés mais fatigués, en mal de succès rapide et à la recherche d'une averse et enthousiaste audience ?

**Marc Bonhomme, 9 août 2013**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

